VILLE DE GENÈVE

Rapport annuel 2011

Fonds chômage

Secrétariat du Fonds chômage
Rue de l'Hôtel-de-Ville 5
1204 Genève

Sommaire

Préambule

Le mot de Madame Sandrine Salerno p.3
Le mot de Monsieur Olivier Sandoz p.4

1. Création et mission du Fonds chômage p.5

2. Organisation et activités du Fonds chômage p.5
2.1 Le Secrétariat du Fonds chômage p.5
2.2 La Commission consultative p.7

3. Les projets en 2011 p.8
3.1 Nouveaux projets et demandes de renouvellement en 2011 p.8
3.2 Projets en cours de financement en 2011 p.10

4. Présentation des projets soutenus par le Fonds chômage p.11
4.1 Projets développés par des entreprises sociales d'insertion par l'économie p.12
4.2 Projets d'accompagnement, formation et placement p.13
4.3 Projets « Jeunes » p.14

A deux pas des commerces p.15
Arcade Rive gauche/Terrassière p.17
Bateau Genève et Buvette Sissi p.18
Gobelets lavés et consignés p.19
Label Bobine p.20
Programme d'insertion p.21
Secteur industriel de pointe p.22
Stewards urbains p.23
T-Interac, insertion professionnelle et formation p.24
Asumir p.25
Bourse à l'emploi p.26
EcoDom' Services p.27
Café Emploi Genève p.28
Secteur insertion professionnelle p.29
Espace Jeunes Espoir p.30
Projets Jeunes p.31
VIA, vers l'intégration et l'autonomie p.32
Voie 2 p.34

5. Rapport financier p.35

PREAMBULE

Le mot de Madame Sandrine Salerno

Conseillère administrative en charge du Fonds chômage
Présidente de la Commission consultative du Fonds chômage

En 2011, le taux de chômage à Genève a été de 6% en moyenne. Un chiffre élevé, notamment au regard de la moyenne nationale (3.1%), qui place le canton de Genève sur la dernière marche du classement suisse en matière de chômage.

Depuis plusieurs années, la Ville de Genève s'engage à son échelle dans la lutte contre le chômage et mène des politiques publiques volontaristes en matière de création d'emplois et de réinsertion professionnelle. Le Fonds chômage représente, à ce titre, un outil essentiel. Crée en 2003 mais réorganisé en 2008, le Fonds chômage vise la réinsertion sociale et professionnelle des chômeuses et des chômeurs ainsi que de toute personne à la recherche d'un emploi. Pour se faire, il est entièrement dédié au financement de projets développés dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Après trois années de mise en œuvre, le bilan du Fonds chômage est encourageant. 21 projets ont été soutenus et plus de 200 places de travail en réinsertion ont été créées.

Au rang des constats positifs, je tiens à relever la richesse et la diversité des projets ainsi que l'engagement des professionnels et des bénévoles. Surtout, je retiens de ces trois années d'activités les effets tangibles des projets sur les bénéficiaires, en termes de retour à l'emploi, mais aussi d'acquisition de compétences et de revalorisation personnelle.

Naturellement, tous les projets ne peuvent être mis en place et déployer leurs effets au même rythme. La majorité d'entre eux nécessiteront d'ailleurs un travail de fond, dont les résultats s'exprimeront sur la durée. Il nous faut donc être patient-e. Et ne pas espérer de résultats spectaculaires, de feux d'artifices, en se rappelant du degré élevé de difficulté inhérent à tout effort de réinsertion professionnelle. Le taux de réussite des bons programmes d'insertion professionnelle est en effet généralement estimé à 10%.

A ce titre, souvenons-nous encore des mots du professeur Giuliano Bonoli, spécialiste de l'analyse des politiques d'insertion à l'IDEHAP: « Malgré leur efficacité limitée, cela vaut la peine d'investir dans les mesures d'insertion car le coût de la non-insertion est très important ».[1] Le retour sur investissement est en effet conséquent : on estime que pour chaque franc dépensé par l'Etat pour financer des programmes de réinsertion qui ont fait leur preuve, jusqu'à trois francs reviennent dans les caisses publiques à travers des économies d'aide sociale, des impôts payés, etc.

Il vaut donc la peine de poursuivre nos efforts en matière de lutte contre le chômage en misant sur des projets efficaces en matière d'aide à la recherche d'emploi, d'insertion par le travail et de formation. Des projets qui contribuent également à concrétiser les engagements de la Ville en matière de développement durable, de diversité, d'égalité et de cohésion sociale.

Pour Genève, pour celles et ceux qui cherchent un emploi, le Fonds chômage constitue un instrument essentiel. Dans les années à venir, il s'agira donc de continuer à développer cet outil, dans un souci constant d'amélioration et de perfectionnement.

[1] Colloque à l'occasion des 75 ans de l'OSEO-Suisse le 16 septembre 2011

Le mot de Monsieur Olivier Sandoz

Membre de la Commission consultative du Fonds chômage
Représentant de la Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève)

La commission consultative, composée de 10 membres et présidée par Madame Sandrine Salerno, a pour mission d'examiner les dossiers qui lui sont soumis et d'émettre un préavis à l'intention du Conseil administratif.

La FER Genève soutient activement plusieurs acteurs qui œuvrent en faveur de l'insertion socioprofessionnelle. Elle a donc accepté de devenir membre de cette commission, le Conseil administratif ayant souhaité, dès la création du Fonds, que les partenaires sociaux y soient représentés. Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour l'en remercier.

Le nombre de projets déposés démontre, si besoin était, l'utilité d'un tel fonds, mais aussi la quantité et la diversité des structures visant à la réinsertion sociale et professionnelle des personnes sans emploi.

Les mesures qu'elles proposent visent le plus souvent des publics particulièrement fragilisés. Elles sont par conséquent parfaitement complémentaires à celles qui s'adressent aux chômeurs «traditionnels ».

Lors de l'examen d'un projet, il est important de s'assurer que l'activité prévue ne constitue pas un acte de concurrence déloyale à l'encontre des entreprises. L'insertion socioprofessionnelle ne doit pas se faire au détriment de ses dernières, mais en partenariat avec elles.

Enfin, je tiens à souligner l'ambiance constructive qui règne lors des séances de la commission consultative et à remercier mes collègues pour leurs précieux apports.

1. Création et mission du Fonds chômage

En 2003, le Conseil municipal de la Ville de Genève a décidé de créer un Fonds destiné à financer des mesures pour la réinsertion sociale et professionnelle de personnes sans emploi. Ce « Fonds municipal de lutte contre le chômage », dit Fonds chômage, visait initialement à subventionner des emplois temporaires au sein de l'administration municipale et d'associations. Doté de 2.7 millions de francs, il a permis à plus de 900 personnes d'occuper un emploi temporaire entre 2003 et 2008. Mais l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi cantonale sur le chômage en 2008 et l'abandon des emplois temporaires cantonaux ont rendu caduque l'utilisation du Fonds chômage.

Une restructuration du Fonds a donc été menée en 2008. Progressivement, la Ville de Genève est sortie de la logique d'aide individuelle pour affecter ce Fonds à la création et la mise en œuvre de projets en matière d'insertion socioprofessionnelle. Depuis le 1er janvier 2009, le Fonds chômage est ainsi entièrement dédié au financement de projets développés par l'économie sociale et solidaire dans les domaines de l'accompagnement, de la formation, du placement, de l'aide à la recherche d'emploi et de l'insertion par l'activité économique, et permettant l'insertion socioprofessionnelle de toute personne en recherche d'emploi. En 2010, un montant supplémentaire de 3 millions de francs a par ailleurs été affecté au Fonds chômage, portant sa dotation financière annuelle à 5,7 millions de francs.

2. Organisation et activités du Fonds chômage

La gestion du Fonds chômage est assurée par un secrétariat, rattaché au Service Agenda 21 – Ville durable, au sein du Département des finances et du logement. Le secrétariat gère concrètement le fonds, examine les demandes de financement et évalue les projets soutenus. Il n'a cependant aucun pouvoir décisionnaire.

Le secrétariat du Fonds chômage est épaulé dans sa mission par une commission consultative, regroupant des personnes internes et externes à l'administration municipale et nommées tous les 4 ans par le Conseil administratif. C'est la commission consultative qui réalise toutes les auditions nécessaires à la compréhension des projets et qui préavise les projets en direction du Conseil administratif. C'est à ce dernier qu'appartient la décision relative au financement des projets.

2.1 Le Secrétariat du Fonds chômage

En 2011, le Fonds chômage a été géré selon la même organisation qu'en 2010. Les ressources humaines allouées au fonctionnement du Secrétariat du Fonds chômage sont donc restées stables, à savoir :

- 1 administrateur à 80%
- 1 responsable à 20%

En plus de l'examen des nouvelles demandes, qui implique généralement un à deux entretiens avec les responsables de projet, l'administrateur du Fonds chômage assure le suivi des décisions positives (établissement de la convention de subventionnement, soit 5 nouvelles conventions en 2011), et procède à l'analyse des rapports d'activités à mi-parcours (6 rapports en 2011) ou au terme des deux ans (6 rapports en 2011). Ce travail, mené tout au long du parcours du projet, permet un contrôle périodique des objectifs et ouvre la possibilité de réajuster le projet en fonction de son évolution. Cette exigence de suivi se traduit néanmoins par une charge de travail importante pour l'administrateur, ce qui nécessitera de revoir, courant 2012, l'organisation du travail et l'adéquation des ressources humaines.

D'une manière générale, l'activité du secrétariat du Fonds chômage s'est concentrée sur trois domaines particuliers en 2011 :

Simplification et consolidation des outils

En 2010, le secrétariat du Fonds chômage s'était donné pour mission de simplifier les outils de gestion et de consolider les moyens d'analyse des demandes et le suivi des projets. En 2011, l'administrateur et la responsable du Fonds chômage ont donc travaillé conjointement en ce sens. Ils ont ainsi réalisé :

- Un modèle de « budget de fonctionnement » à destination des structures ou personnes souhaitant déposer un projet au fonds chômage (disponible sur internet);
- Une procédure pour les auditions au sein de la commission du Fonds chômage ;
- Un document-cadre sur le dispositif d'évaluation et de contrôle au sein du Fonds chômage à destination de la commission du Fonds chômage, comprenant une fiche d'appréciation des projets et le cadre général de l'évaluation externe qui sera lancée durant le premier semestre 2012 ;
- Un tableau de bord uniformisé, comprenant des indicateurs de gestion et des indicateurs d'insertion socioprofessionnelle. Ce tableau de bord sera intégré à toutes les nouvelles conventions dès 2012.

Collaboration avec les structures communales d'aide à la création d'entreprises

En 2010, au vu du nombre important de projets « d'insertion par l'activité économique », le secrétariat du Fonds chômage et la commission consultative avaient mis en évidence la nécessité de collaborer avec les structures communales d'aide à la création d'entreprises que sont la Fondetec (Fondation pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève) et Essaim (incubateur de la Chambre de l'économie sociale et solidaire APRÈS-GE), afin de bénéficier de leur expertise en matière de création d'entreprises. En intégrant au sein de la commission du fonds chômage Monsieur Jérôme Favoulet, Directeur de la Fondetec, le Conseil administratif a répondu concrètement au besoin d'expertise exprimé. Par ailleurs, plusieurs nouveaux projets déposés en 2011 ont été développés avec un accompagnement en amont par la structure Essaim, sans que cela ne conditionne positivement ou négativement les préavis de la commission consultative ou du Conseil administratif.

Renforcement de la visibilité du Fonds chômage

Le renforcement de la visibilité du Fonds chômage était un enjeu important de l'année 2011. A ce titre et pour toucher différents publics, le Fonds chômage a été présenté lors de différents événements :

- Forum « Emplois de solidarité » du 3 mars 2011 ;
- Présentation à l'Association des organisateurs de mesures de marché du travail en Suisse (AOMAS), le 14 mars 2011 ;
- Atelier « Comment créer une entreprises sociales grâce aux emplois de solidarité ? » à la Cité des Métiers, le 14 juin 2011.

Une plaquette de présentation du Fonds chômage a également été réalisée et envoyée à plus de 100 institutions et organisations actives dans l'action sociale et l'insertion socioprofessionnelle.

Finalement, des articles ont périodiquement été consacrés à des projets soutenus par le Fonds chômage dans les medias locaux.

2.2 La commission consultative

En raison du départ de Madame Anne-Lise Du Pasquier et du changement de Direction au Département de la Cohésion sociale et de la solidarité, la commission consultative a accueilli courant 2011 deux nouveaux membres : Monsieur Frédéric Vallat, au titre de Directeur du Département de la cohésion sociale et de la solidarité et Monsieur Jérôme Favoulet, Directeur de la Fondetec, au titre d'expert.

Au 31 décembre 2011, la composition de la commission consultative était la suivante :

- Madame Biljana Kostadinov, Adjointe de direction, pour le Département des finances et du logement ;
- Monsieur Frédéric Vallat, Directeur du Département de la Cohésion sociale et de la solidarité ;
- Madame Carol Singarella, Directrice du Service des mesures pour l'emploi (SMPE), représentante de l'Office cantonal de l'emploi (OCE) ;
- Monsieur Cyrille Salort, Directeur du Service de la formation continue de l'OFPC;
- Monsieur Philipp Schroft, Chef du Service des prestations spécialisées de l'Hospice général ;
- Madame Manuella Cattani, Co-Secrétaire générale du SIT, représentante de la Communauté d'action syndicale (CGAS) ;
- Monsieur Olivier Sandoz, Directeur général adjoint, représentant de la Fédération des entreprises romandes (FER) ;
- Monsieur Pierre Kempeneers, Collaborateur scientifique à l'Observatoire Universitaire de l'Emploi (OUE) de l'Université de Genève ;
- Monsieur José Ramirez, Professeur HES, filière économie d'entreprise à l'HEG de Genève, spécialiste dans le domaine du fonctionnement du marché du travail.
- Monsieur Jérôme Favoulet, Directeur de la Fondetec

En 2011, la commission consultative du Fonds chômage s'est réunie six fois. A titre de comparaison, le tableau ci-dessous résume l'activité de la commission consultative en 2010 et 2011.

	2010	**2011**
Examen de nouveaux projets	17	20
Rapports d'évaluation	1	5
Demandes de renouvellement	1	4
Auditions	1	3
Préavis	5 préavis positifs et 10 négatifs.	12 préavis positifs et 10 négatifs.

3. Les projets en 2011

Le Fonds chômage soutient des projets et des programmes visant à améliorer l'employabilité des demandeur/euse-s d'emploi et à lutter contre la précarité et l'exclusion par un retour à l'emploi. Dans cette optique, les projets soutenus portent essentiellement sur :

- l'aide à la recherche d'emploi et le placement;
- la formation et l'acquisition de compétences;
- l'insertion par le travail, dans le cadre d'entreprises sociales.

Les projets soutenus dans le cadre du Fonds chômage doivent :

- augmenter la capacité d'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus difficiles à réinsérer (jeunes sans formation achevée, personnes en reprise d'activité, personnes migrantes, etc.)
- répondre à un besoin clairement identifié;
- être innovants et pallier un manque dans le dispositif d'insertion;
- être complémentaires aux programmes existants au niveau fédéral et cantonal;
- être tournés vers les intérêts des ressortissants-e-s du canton de Genève, prioritairement de la Ville de Genève.

3.1 Nouveaux projets et demandes de renouvellement en 2011

En 2011, le Fonds chômage a reçu 27 demandes de financement, un chiffre en augmentation par rapport à 2010. Il a soutenu 8 nouveaux projets et a accédé à 4 demandes de renouvellement.

	2009	2010	2011
Projets déposés[2]	35	21	27
Projets sans suite[3]	11	3	3
Projets soumis à la Commission :	24	18	24
- ***Nouveaux projets***	*24*	*17*	*20*
- ***Demande de renouvellement***	-	*1*	*4*
Décisions positives CA – nouveaux projets	8	5	8
Décisions positives CA – demandes de renouvellement	-	-	4
Décisions négatives CA – nouveaux projets	16	10	10
Décisions négatives CA – demandes de renouvellement	-	-	-
Projets ajournés fin 2010/2011	-	3	2
Total des projets financés (CHF)[4]	**2'667'440.-**	**2'746'046.-**	**3'213'679.-**
pour un montant moyen par projet :	***333'430.-***	***549'209.-***	***267'806.-***

[2] Sont pris en compte tous les nouveaux projets et demandes de renouvellement qui ont fait l'objet d'un dépôt de dossier formel auprès du Fonds chômage ; de même sont inclus les projets ajournés l'année précédente.
[3] Dossiers non éligibles selon le règlement d'application du Fonds chômage ou demandes retirées par l'organisme demandeur.
[4] Cumul financier décisions positives CA et moyenne par projet.

Sur les trois années écoulées, il peut être souligné que la part des décisions négatives et la part des décisions positives au regard du nombre total des projets déposés restent relativement similaires : environ 1/3 des projets est accepté alors que 2/3 sont refusés.

Par ailleurs, le volume financier nouvellement engagé par année ne dépasse, pour l'instant, pas les 3.5 millions de CHF. Ceci est à mettre au compte de plusieurs facteurs :

- Il ne suffit pas de mettre du financement à disposition pour que des projets puissent voir le jour rapidement. La création d'entreprise d'insertion ou le développement de mesures et de programmes d'insertion nécessitent de réunir de nombreux paramètres : analyse du besoin, bon positionnement du projet (est-il complémentaire à ce qui existe déjà ? existe-t-il une concurrence sur le marché ?), recherche de solutions adaptées, analyse de risques pour la structure porteuse du projet, équipes de projet compétentes et crédibles, créativité.

- De par sa proximité avec les bénéficiaires, le tissu associatif est souvent à même d'identifier des nouveaux besoins sociaux. Cependant, il n'a pas forcément les ressources et les moyens à disposition (temps, argent, connaissances, compétences) pour développer des solutions et en tester la faisabilité. Un travail de soutien et un financement en amont (de type « fabrique à idées »), pour la recherche et le développement, serait à développer si l'on souhaitait influencer significativement la création de projets d'insertion.

Comme dans le domaine de la création d'entreprises, les bonnes idées de départ ne se concrétisent pas toujours au final et le temps investi dans l'accompagnement n'est pas toujours accompagné de « retours sur investissement » dans la même année. Il est donc difficile de tirer des conclusions définitives sur trois ans d'exercice.

Voici le détail des projets traités en 2011 :

Nouveaux projets acceptés en 2011 (8)

Nom de l'association	Nom du projet	Montant accordé
OSEO Genève	EcoDom' Services	253'599.-
Comptabilis	Programme d'insertion	160'000.-
Réalise	Secteur industriel de pointe (insertion)	264'250.-
La Barje	Projets Jeunes	30'000.-
Découvrir	Asumir (programme de formation)	440'000.-
Pacte	Café Emploi Genève	15'000.-
Bienvenue!	Stewards urbains	305'000.-
Maison Kultura	Espace Jeunes Espoir (phase pilote 2011)	45'000.-

Renouvellement de projets en 2011 (4)

Nom de l'association	Nom du projet	Montant accordé
Camarada	Secteur insertion professionnelle	480'300.-
Genèveroule	Arcade Rive gauche/Terrassière	160'530.-
Caddie Service	A deux pas des commerces	980'000.-
Maison Kultura	Espace Jeunes Espoir (2012-2013)	80'000.-

Projets refusés en 2011 (10)

Nom de l'association	Nom du projet	Montant demandé
Cyclopod Tourisme	Cyclopod Tourisme	410'864.-
Barry Research	BarryWork (coaching vers l'emploi)	80'000.-
Le Balafon	Ventes de produits équitables	109'000.-
Création pour tous	Activités socio-éducatives	192'000.-
Fondation SSSI	Plateforme d'emplois verts	523'814.-
La Carte Blanche	Encadrement éducatif	133'000.-
Pro-Jet	Mr and Mrs Cleen (nettoyage)	169'345.-
Jardins du Milieu	Jardins du Milieu (agriculture proximité)	560'000.-
Blo-Rig	Blo-Rig (formation in situ en informatique)	150'000.-
Sonopack	Sonopack (festival musique electro)	40'000.-

Projet abandonné en 2011 (1)

Nom de l'association	Nom du projet	Montant accordé
LO'13'TO	**Programme de réinsertion**	600'000.-

En date du 1er décembre 2010, le Conseil administratif a décidé de soutenir le projet de l'association LO'13'TO à hauteur de CHF 600'000.- pour les années 2011-2012, assortie de deux conditions :

- Fixation d'étapes intermédiaires d'évaluation
- Formalisation d'un accompagnement pour le soutien dans le suivi de l'activité opérationnelle

La mise à disposition des fonds a été définie de façon graduelle pour un suivi strict des mises en œuvre échelonnées. Durant l'année 2011, le secrétariat du Fonds chômage a investi des ressources importantes pour le suivi du projet et l'obtention des éléments primordiaux, indispensables à la bonne réalisation du projet et de sa gouvernance. Or, le manque de stabilité des conditions cadre comme une viabilité du projet non assurée sur la durée ont conduit la Ville à décider de l'arrêt du soutien du projet.

Au total, le soutien de la Ville s'est élevé à CHF 211'075.50.- L'arrêt du subventionnement ayant comme conséquence une perte de revenu immédiate pour 6 personnes, la Ville a décidé de financer durant 2 mois les salaires des personnes impliquées afin de leur permettre de se retourner.

3.2 Projets en cours de financement en 2011

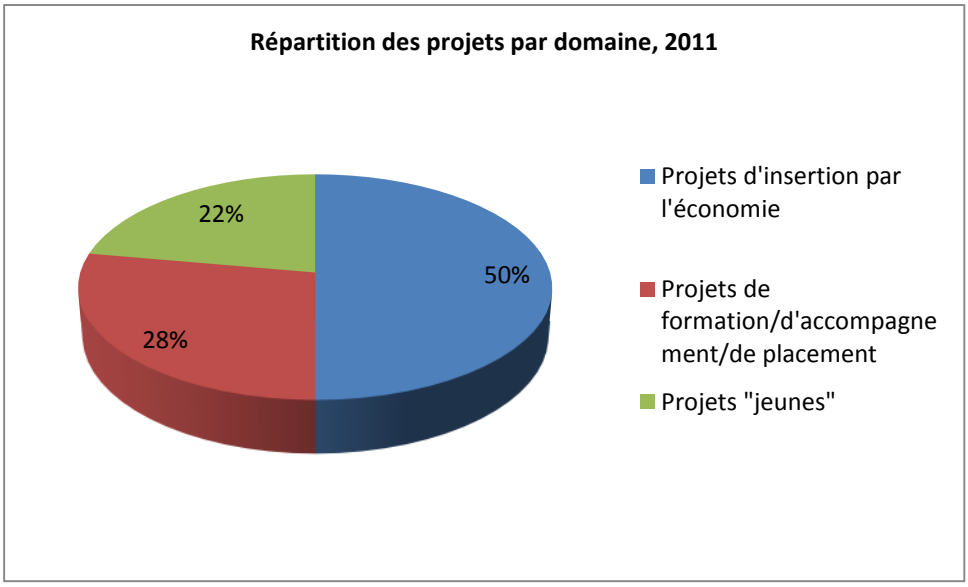
Outre les 8 nouveaux projets acceptés et les 4 projets renouvelés en 2011, le Fonds chômage a continué de soutenir 7 projets, initiés en 2009 et 2010. Voici le détail de ces projets.

Nom de l'association	Nom du projet	Montant total accordé
OSEO Genève (2009)	Bourse à l'emploi	280'000.-
Caritas Genève (2009)	Voie 2	400'000.-
L'Orangerie (2009)	Gobelets lavés et consignés	123'000.-
La Boîte à Boulots (2009)	VIA, vers l'intégration et l'autonomie	1'012'500.-
T-Interactions (2010)	T-Interac, insertion professionnelle et formation	723'200.-
Bateau Genève (2010)	Restauration du Genève et Buvette Sissi	276'100.-
SOS Femmes (2010)	Label Bobine	511'946.-

4. Présentation des projets soutenus en 2011 par le Fonds chômage

En 2011, le Fonds chômage a soutenu 18 projets visant la réinsertion sociale et professionnelle des chômeuses et des chômeurs ainsi que de toute personne à la recherche d'un emploi.

Ces 18 projets peuvent être classés dans trois grandes catégories : les projets d'insertion par l'économie, les projets de formation, d'accompagnement et de placement et finalement les projets à destination des jeunes. En 2011, la répartition a été la suivante :



La part importante de projets d'insertion par l'économie (50% des projets soutenus en 2011) peut être expliquée par le fait que ce type de projets représente souvent la solution la plus adaptée au contexte actuel. Les nombreuses expériences menées à ce jour montrent en effet que, par une activité dans des conditions de travail réel, les bénéficiaires sont en mesure de reprendre un rythme, de développer de nouvelles compétences et de retrouver confiance en leurs capacités. Travailler donne un sens à l'existence et offre un cadre à la socialisation. A ce titre, les projets d'insertion par l'économie engendrent de bons résultats en termes de réinsertion (taux de réinsertion d'environ 10% et réinsertion durable).

Pour présenter au mieux les projets soutenus par le Fonds chômage en 2011, nous avons établi pour chacun d'entre eux une fiche récapitulant les informations principales (activités, financement, évolution, etc.). Dans un souci de clarté, nous avons regroupés les 18 projets par domaines. Nous rappelons pour chacun de ces trois domaines quelques éléments clés.

« Je me suis inscrite à la Bourse à l'emploi après avoir soufflé ma 50e bougie et essuyé mon 100e refus à diverses candidatures pour des postes dans des ONG, des Fondations, le secteur public, privé et des organisations internationales. Je ratissais large mais sans plus y croire. Je me voyais déjà demander le RMCAS à l'Hospice Général. Et puis j'ai reçu un coup de fil de la Bourse pour me demander si j'étais prête pour un entretien et pour passer des tests pour un poste d'assistante de direction dans une institution universitaire. C'est sur la base des tests (mise en page, traduction, organisation d'un colloque de A à Z, comptabilité sur page Excel, rédaction) que j'ai finalement été sélectionnée. Aujourd'hui 8 mars, Journée Internationale de la Femme, je fête mon premier mois de retour au travail, avec un emploi qui me plaît, dans un milieu stimulant. »

F. S. Assistante administrative, 51 ans

4.1 Les projets développés par des entreprises sociales d'insertion par l'économique

Les « entreprises sociales d'insertion par l'économique » sont des entreprises qui exercent des activités économiques, mais dont le but premier est l'insertion (le but n'est pas le profit). Elles produisent des biens et des services qui sont destinés au marché (restauration, lignes de production industrielle, paysagisme, blanchisseries, imprimeries etc.) et se trouvent donc dans une situation de prise de risques économiques. Ces entreprises peuvent représenter une «passerelle» vers un retour sur le marché de l'emploi principal ou proposer des emplois durables sur le marché complémentaire.

Si le manque de données et de statistiques ne permet pas d'avoir une vision précise du panorama romand des entreprises d'insertion, certaines estimations établies par le CRIEC (Conseil Romand de l'Insertion par l'Economie) permettent cependant d'appréhender le phénomène. On estime ainsi qu'il existe entre 50 et 60 entreprises d'insertion en Suisse romande. Elles représentent entre 1'500 et 2'000 places de travail et environ 3'400 participants utilisent chaque année ces passerelles.

Comme mentionné plus haut, la privation de travail constitue un facteur majeur d'exclusion.

A ce titre, les entreprises d'insertion par l'économique représentent un moyen intéressant pour (ré)insérer des personnes dans le marché de l'emploi. Par l'activité productive, la personne en recherche d'emploi est en effet maintenue en activité. Mais, en plus, elle développe ou redécouvre certaines de ses compétences, tout en se formant et en étant encadré pour son retour vers un emploi. Son employabilité est donc largement renforcée.

Par leur production, les entreprises sociales d'insertion par l'économique financent une grande partie de leur frais généraux : les taux d'autofinancement varient selon les entreprises sociales d'insertion mais oscillent entre 20% et 60%. Les services publics financent également une partie du travail d'insertion et d'accompagnement ainsi qu'une partie des frais généraux de la structure.

Le Fonds chômage soutient 9 projets d'insertion par l'économie. Il s'agit de :

A deux pas des commerces	p.15
Arcade Rive gauche/Terrassière	p.17
Bateau Genève et Buvette Sissi	p.18
Gobelets lavés et consignés	p.19
Label Bobine	p.20
Programme d'insertion	p.21
Secteur industriel de pointe	p.22
Stewards urbains	p.23
T-Interac, insertion professionnelle et formation	p.24

4.2 Projets d'accompagnement, formation et placement

La formation pour toutes et tous représente un enjeu politique majeur et un instrument efficace de lutte contre le chômage. L'accès à une formation de qualité augmente en effet clairement l'employabilité. Or, certaines réalités, telles que l'endettement ou des situations de vie particulières, rendent cet accès impossible. Alors que le monde économique s'oriente vers des demandes de compétences spécifiques attestées, comment accompagner les personnes en recherche d'emploi à bas seuil de qualification ?

L'accès à des formations validantes, de type « validation des acquis », offre une première réponse à des personnes qui se trouvent dans des situations complexes. Concrètement, il s'agit de faire valoir les qualifications acquises dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée afin d'obtenir un diplôme (CFC, AFP).

Les formations spécifiques axées sur les métiers, qui permettent une qualification par la spécialisation, représentent un deuxième champ d'action. Ceci étant, il est indispensable que ces formations soient en lien avec les compétences recherchées par le monde économique.

Finalement, le suivi individuel, sous forme d'accompagnement, permet un travail plus global avec la personne sur ses « savoirs-être » et sa reconstruction.

En ouvrant les critères de sélection à des projets touchant des personnes pouvant être très éloignées du marché de l'emploi, la Ville de Genève offre une réponse plus large à un public n'entrant pas toujours dans le cadre de la loi sur l'assurance chômage. L'accompagnement nécessaire pour ce type de profil nécessite en effet souvent un travail « social » complexe, multidimensionnel et sur le long terme. En cela, le Fonds chômage est donc également un outil de lutte contre la précarisation et permet l'émergence de projets qui répondent à des besoins sociaux avérés.

Confronté-e-s à une forte concurrence sur la marché du travail, les personnes à bas seuil de qualification doivent pouvoir compter sur une aide à la recherche d'emploi et au placement qui prenne en compte les spécificités du placement de personnes « pas ou peu » qualifiées. En effet, dans un contexte de marché fortement concurrentiel, les agences de placement vont naturellement privilégier les profils les plus « faciles » à placer, qui répondent directement aux profils des postes disponibles. Il est donc important que des agences à but non lucratif puisse également proposer des solutions de placements temporaires ou fixes pour celles et ceux qui ne sont pas retenu-e-s par les agences de placement du marché privé.

Le Fonds chômage soutient 5 projets d'accompagnement, formation et placement. Il s'agit de :

Asumir	p.25
Bourse à l'emploi	p.26
EcoDom' Services	p.27
Café Emploi Genève	p.28
Secteur insertion professionnelle	p.29

4.3 Projets « jeunes»

En 2007, dans un rapport consacré aux jeunes en rupture[5], le Département de l'instruction publique (DIP) tirait la sonnette d'alarme et insistait sur la nécessité d'apporter, à tous les niveaux institutionnels, des réponses rapides, souples, individualisées et durables à ce problème. En effet, si l'on se base sur les analyses existantes,[6] à Genève, un jeune sur deux connaitra des réorientations dans le parcours qui le conduit de la fin de la scolarité obligatoire à l'obtention d'un certificat ou à l'entrée en emploi.

Pour certains jeunes, ces « décrochages » risquent de conduire à une sortie du système de formation et de pénaliser durablement leur insertion socioprofessionnelle. Les chiffres concernant les jeunes en rupture à Genève sont à ce titre pour le moins éloquents :

- Environ 1500 jeunes de 15 à 24 ans interrompent chaque année leur formation.
- Plus de 1'100 jeunes de 15 à 24 ans sont inscrits au chômage.
- 900 jeunes de 15 à 24 ans sont suivis par l'Hospice Général.

Préoccupé par ce constat, le Conseil administratif de la Ville de Genève a fait de l'insertion des jeunes en général, et des jeunes en rupture en particulier, une priorité. C'est la raison pour laquelle plusieurs projets soutenus par le biais du Fonds chômage visent prioritairement cette catégorie de la population.

Le Fonds chômage soutient 4 projets destinés spécifiquement aux jeunes. Il s'agit de :

Espace Jeunes Espoir	p.30
Projets Jeunes	p.31
VIA, vers l'intégration et l'autonomie	p.32
Voie 2	p.34

« Grâce au programme Via, j'ai décroché un stage d'électricien dans une entreprise à Genève. Si je réussis les tests, ça pourrait déboucher sur un CFC. Ce que m'a apporté le programme VIA ? Réapprendre à me lever tous les matins, avoir un objectif et faire confiance, à moi et aux autres. »

Jean-Marie, 21 ans

[5] Groupe interinstitutionnel (2007). Aide à l'insertion des jeunes en rupture de formation, aide publique concertée, rapport au conseil d'Etat. Genève : DIP.

[6] Rastoldo, F., Evrard, A. et Kaiser, C. (2006) *La nouvelle organisation du Cycle d'orientation. Rapport III*. Genève: SRED

Projet : « A deux pas des commerces »

Description du projet : « A deux pas des commerces » propose dans plusieurs centres commerciaux de Genève et marchés de la ville un service de livraison à vélo électrique des achats. Pour assurer l'accueil et les livraisons, l'association emploie des personnes en activité de réinsertion sociale et professionnelle.

Financement :
Janvier 2010 - Décembre 2011 : CHF 350'000.-
Janvier 2012 - Décembre 2013 : CHF 980'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur François Baertschi
Personne de contact : Monsieur Guillaume Lang, directeur adjoint : 022 807 32 54
Site internet : www.caddie-service.ch

Situation et résultats du projet :

L'association Caddie Service a réussi son implantation sur la rive droite, à Manor Genève ; ce qui porte à six le nombre de sites Caddie Service dans le canton de Genève.

Le financement du Fonds Chômage intervient pour soutenir l'activité d'insertion du site Manor en ville de Genève ainsi qu'une quote-part des activités des sites périphériques (Carouge, La Praille, Ikea Vernier) qui assurent des livraisons aux habitant-e-s de la ville de Genève.

A fin 2011 :

- 54 postes sont destinés à des personnes en réinsertion, (19 Hospice général et 35 Emplois de solidarité)
- 28 de ces postes sont occupés par des personnes domiciliées en ville de Genève
- 4 personnes ont retrouvé un travail sur le marché primaire.

L'Association Caddie Service emploie actuellement trois personnes en tant qu'accompagnant-e-s d'équipe, totalisant un 180%.

Dans les objectifs initiaux, il était prévu que Caddie Service s'implante également sur la rive gauche dans un centre commercial d'importance. Cependant, les négociations avec les différents partenaires potentiels (Eaux-Vives 2000, Plainpalais Centre, Coop City Fusterie, Globus) n'ont pas abouti pour le moment, raison pour laquelle l'association a rétrocédé une partie du financement accordée par le Fonds chômage (CHF 50'000.-).

Pour les années 2012 et 2013, l'association a l'objectif de créer 18 nouveaux postes d'insertion (14 Eds et 4 HG) en implantant deux nouveaux sites dans des zones à forte densité, en continuant les négociations sur la rive gauche et en explorant de nouveaux partenariats sur la rive droite (Charmilles, Servette).

De plus, Caddie Service entend profiter de sa nouvelle présence sur les marchés de Plainpalais et de Rive pour développer cette prestation dans d'autres marchés de la ville, et ainsi augmenter le nombre de postes dédiés à l'insertion socioprofessionnelle.

Résultats globaux et impact sur la société :

En 2010, 12'800 livraisons ont été réalisées par Caddie Service.
Depuis sa création en 2007, 2932 clients ont utilisé ce service et 69% d'entre eux l'ont utilisé plus d'une fois. Il s'agit d'une solution écologique qui permet notamment aux personnes à mobilité réduite de sortir faire leur course (maintien du lien social). Par ailleurs, Caddie Service permet de réunir autour d'un projet le secteur public, le secteur privé et le monde associatif.



Projet : « Arcade Rive gauche/Terrassière »

Association :

Description du projet : Ce projet vise à mettre en place une nouvelle arcade de prêts et de locations de vélos sur la rive gauche, couplé à un programme de réinsertion socioprofessionnelle. Les personnes employées par l'association dans les arcades sont formé-e-s à l'accueil de la clientèle, à la gestion commerciale, à la mécanique et à l'entretien des vélos.

Financement :
Février 2010 – Août 2011 : CHF 236'359.-
Septembre 2011 – Août 2013 : CHF 160'530.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Christoph Meier
Personne de contact : Madame Audrey Martin, cheffe de projet : 022 740 13 42
Site internet : www.geneveroule.ch

Situation et résultats du projet :

Grâce à l'ouverture d'une nouvelle arcade sur la rive gauche (Terrassière), l'association Genèveroule a pu créer 22 nouveaux postes : 20 destinés à des personnes en insertion (5 EdS et 15 Hospice général) et 2 postes salariés pour la formation et l'encadrement.

Le financement du Fonds Chômage intervient exclusivement pour soutenir les activités d'insertion de cette arcade.

A fin juin 2011 :

- 41 personnes ont travaillé dans l'arcade depuis avril 2010
- 5 personnes ont réintégré le marché primaire de l'emploi
- 25 sessions de formation internes ont été dispensées

Dans les objectifs initiaux, il était prévu de développer des activités de stage pour les jeunes et d'élargir les possibilités d'insertion aux emplois temporaires fédéraux individuels (ETFI) : ainsi une stagiaire PPE+ (mesure conjointe OCE /APRES-GE) a travaillé durant 6 mois au sein de l'association. Pour ce qui est des ETFI, aucun candidat ne s'est présenté.

Pour les années 2012 et 2013, l'association a pour objectif d'augmenter de 6 le nombre de postes destinés à l'insertion.

Résultats globaux et impact sur la société :

L'association Genèveroule est devenue une actrice incontournable de la mobilité douce genevoise. En 2010, outre les prêts gratuits de vélos qui ont connu un très fort succès (25'464 prêts), 8'673 journées de location ont été recensées. Originaires de 166 pays, les utilisateurs/trices comptent 50% de résident-e-s, 40% de touristes et 10% de pendulaires. Ce service contribue à une belle image de Genève.

Projet : « Bateau Genève et Buvette Sissi »

Association :

Description du projet : Avec ce projet, l'association Bateau Genève souhaite créer des postes de travail temporaires et saisonniers destinés aux personnes en difficulté fréquentant le Bateau. Deux activités principales sont proposées : des travaux de réfection et d'assainissement du bateau et l'exploitation de la buvette Sissi.

Financement :
Mai 2010 – Avril 2012 : CHF 276'100.-

Pour plus d'informations :
Vice-Président de l'association : Monsieur Pierre-André Bohnet
Personne de contact : Monsieur Eric Gardiol, responsable de projet : 022 786 43 45
Site internet : www.bateaugeneve.ch

Situation et résultats du projet :

L'association le Bateau Genève a articulé le projet soutenu par le Fonds chômage autour des deux activités suivantes :

- Développer l'exploitation de la buvette Sissi
- Restaurer et assainir le bateau Genève

Pour ces deux activités, de mai 2010 à janvier 2012, des stages de réinsertion ont été proposés à 52 personnes pour un temps de travail de 16'200 heures.

La majorité des personnes intégrées dans le programme d'insertion ont perdu tout contact avec le monde professionnel depuis longtemps et sont souvent dans une situation économique et sociale difficile.

Sur la base des évaluations individuelles menées par les travailleurs sociaux, plus de 60% des personnes en insertion ont atteint leurs objectifs personnels (compétences sociales et aptitudes professionnelles).

Pour les années 2012 et 2013, l'association va poursuivre les activités d'exploitation de la buvette et de réfection du bateau de manière à maintenir les postes destinés à l'insertion. Pour ce qui est de la buvette, un autofinancement complet est l'objectif recherché à l'horizon 2014. Aux termes des travaux de réfection, la location du bateau et l'organisation de soirées permettront par ailleurs de consolider l'assise financière de l'institution et les conditions-cadres du programme d'insertion.

Projet : « Gobelet lavés et consignés »

Association : entreprise sociale l'Orangerie

Description du projet : Ce projet vise à créer un nouveau service de gobelets consignés lavables pour les manifestations publiques ou privées à Genève et à offrir ainsi une activité d'insertion (transport, lavage, séchage) à des personnes éloignées du marché de l'emploi.

Financement :
Mars 2010 - Décembre 2011: CHF 123'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Christophe Dunner
Personne de contact : Monsieur Stéphane Demaurex, chef de projet : 022 796 73 26
Site internet : http://www.lorangerie.ch/

Situation et résultats du projet :

Depuis juillet 2011, la laverie est opérationnelle dans les locaux de la coopérative Verntissa à Châtelaine. Elle a été officiellement inaugurée en octobre 2011.

Le Fonds Chômage a permis de financer la réalisation d'une étude de faisabilité, vérifiant la viabilité du concept et le démarrage de l'entreprise d'insertion dans ses premiers mois (définition des équipements et infrastructures, recherche de fonds et de locaux, recrutement du personnel).

Les conclusions de l'étude de faisabilité démontrent que la démarche d'insertion est compatible avec l'activité de la laverie. A ce titre, l'association envisage de créer 12 postes EPT dans les années 2012/2013.

A ce stade, aucune demande de soutien supplémentaire n'a été formulée par l'association.



Projet : « Label Bobine »

Association :

Description du projet : L'association SOS Femmes a développé une nouvelle entreprise d'insertion spécialisée dans la couture afin de permettre à des femmes peu ou pas qualifiées d'acquérir et de développer des connaissances et des savoir-faire professionnels dans les domaines de la couture, de la logistique ou du secrétariat. Parallèlement, les employées consacrent 20% de leur temps à la formation (langues, mathématiques, etc.) et à l'établissement d'un projet professionnel.

Financement :
Janvier 2011 – Décembre 2012 : CHF 511'946.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Madame Martine Chaponnière
Personne de contact : Madame Marie-Jeanne Berthet, responsable de projet : 022 328 21 36
Site internet : www.sosfemmes.ch

Situation et résultats du projet :

L'entreprise sociale de couture a démarré ses activités en septembre 2011, à la Rue du Nant dans le quartier des Eaux-Vives.

Le Fonds Chômage a permis de financer l'entrée en fonction progressive de l'équipe d'encadrement (1 responsable d'entreprise, 1 responsable atelier couture, 1 conseillère en insertion), dès avril 2011 ainsi que la création de 5 postes d'insertion en Emplois de solidarité :

- 3 couturières
- 1 assistante administrative
- 1 chargée de logistique et intendance.

Dans le courant du 2e semestre 2011, les personnes en insertion ont suivi des cours de formation continue (français, bureautique, comptabilité) et l'une d'entre elles a entrepris une démarche de Validation d'Acquis et d'Expérience (VAE) en employée de commerce.

Des appuis à la recherche d'emploi ont également été effectués pour le personnel en insertion sans que cela aboutisse, pour l'heure, à un retour au marché de l'emploi primaire.

Impact sur la société :

L'entreprise met actuellement en place une boutique itinérante qui proposera des vêtements de seconde main aux résidants d'EMS. Il s'agira de mettre à leur disposition des habits abordables et de qualité (le recyclage est l'une des valeurs clés de ce projet), comme d'amener un peu d'animation au sein des EMS. L'entreprise développe également ses propres créations, principalement destinées aux personnes âgées ou handicapées en institution.

Projet : « Programme d'insertion»

Association : Comptabilis Fiduciaire ESS

Description du projet : Le projet développé par la fiduciaire sociale Comptabilis a pour but de lutter contre l'exclusion socioprofessionnelle en proposant des stages formateurs et qualifiants à des personnes en rupture ou en difficulté professionnelle. Ce faisant, elle permet à ses stagiaires de développer et consolider des compétences par la pratique quotidienne des métiers de la comptabilité et de la gestion RH, de définir au besoin un projet réaliste et réalisable et de développer des compétences en matière de recherche d'emploi.

Financement :
Juin 2011- Mai 2013 : CHF 160'000.-

Pour plus d'informations :
Présidente de l'association : Madame Stéphanie Anker
Personne de contact : Madame Anne-Aude Pict, responsable de projet : 022 734 73 43
Site internet : www.comptabilis.ch

Situation et résultats du projet :

Le projet ayant débuté en juin 2011, il est prématuré de présenter des résultats.

Selon les termes de la convention, il est attendu du dispositif qu'il puisse fournir 4 postes d'insertion dans les domaines de la comptabilité, des finances et de l'administration des ressources humaines.

Une première évaluation du projet est prévue en juin 2012.



Projet : « Secteur industriel de pointe (insertion)»

Association :

Description du projet : Ce projet vise à mettre en place un atelier de sous-traitance d'activités industrielles de pointe et à offrir ainsi une activité professionnelle à des adultes peu ou pas qualifiés. Ce domaine offre l'opportunité à Réalise de créer des places de travail qui permettront aux bénéficiaires de développer des compétences techniques métier ainsi que des compétences plus génériques transférables dans d'autres activités (horlogerie, medtech, cleantech et électronique).

Financement :
Avril 2011 – Décembre 2012 : CHF 264'250.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Pascal Rivollet
Personne de contact : Madame Anne-Laure Pulfer Aebi, responsable de projet : 022 308 60 10
Site internet : www.realise.ch

Situation et résultats du projet :

Le projet ayant débuté en avril 2011, il est prématuré de présenter des résultats.

Selon les objectifs de la convention, il est prévu, au terme de l'année 2012, la création de 5 postes de travail EPT pour des stagiaires en insertion (OCE, AI, Hospice général). Les postes créés visent l'acquisition de compétences dans des sous-secteurs industriels de pointe qui présentent les perspectives les plus favorables en termes de création d'emploi.

Une première évaluation du projet est prévue en juillet 2012.

Projet : « Stewards urbains »

Association :

Description du projet : Sur la base d'expériences menées dans plusieurs villes européennes, l'association Bienvenue vise à créer des emplois de solidarité pour des chômeuses et chômeurs souhaitant acquérir des compétences dans les métiers de l'accueil et de l'information : accueillir, orienter et conseiller les acteurs de la Ville, qu'ils soient habitant-e-s, commerçant-e-s, pendulaires ou touristes, telle est la mission des « Stewards urbains ». L'association s'engage également à encadrer leur réinsertion grâce à des formations sur mesure.

Financement :
Novembre 2011 - Décembre 2012 : CHF 305'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Alain Decrausaz
Personne de contact : Monsieur Jérôme Savary, directeur : 022 809 02 52
Site internet : en construction

Situation et résultats du projet :

Le projet ayant débuté en novembre 2011, il est prématuré de présenter des résultats.

Selon les objectifs de la convention, il est prévu, au terme de l'année 2012, la création de 11 postes en Emplois de solidarité :

- 10 postes dans des activités liées aux domaines de l'accueil et du tourisme
- 1 poste dans l'administration

Une première évaluation du projet est prévue en août 2012.



Projet : « T'Interac »

Association : T-Interactions

Description du projet : Ce projet vise à créer des emplois de réinsertion professionnelle au sein des cinq entreprises sociales de T-Interactions, actives dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Ces emplois doivent permettre aux bénéficiaires d'acquérir les compétences sociales et professionnelles nécessaires pour un retour vers le marché primaire de l'emploi. Par ailleurs, des formations qualifiantes (de type AFP, CFC, cours de réadaptation,…) sont mises en place en fonction des métiers.

Financement :
Mars 2010 – Décembre 2011 : CHF 723'200.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Philippe Aegerter
Personne de contact : Monsieur Alain Dupont, responsable de projet : 079 203 13 12
Site internet : www.t-interactions.ch

Situation et résultats du projet :

L'association T-Interactions a articulé le projet soutenu par le Fonds chômage autour de deux axes majeurs :

- Créer des postes de travail au sein de 5 entreprises sociales de l'association
- Développer une structure de formation et d'accompagnement visant à valoriser les compétences des personnes en insertion dans les filières suivantes : hôtellerie/restauration, tourisme, entretien/maintenance, infographie/reprographie, secrétariat/administration.

Principaux résultats :

- 11 postes EdS ont été créés
- 14 postes destinés à des personnes en insertion (hors statut EdS) ont été créés
- 2 personnes en apprentissage CFC (employée de commerce, hôtellerie) ont été engagées
- 2 personnes en formation AFP (restauration, administration) ont été engagées

Pour les années 2012 et 2013, l'association compte poursuivre les activités développées dans le cadre de ce projet ; une demande de renouvellement est actuellement à l'étude auprès du Fonds chômage.

Projet : « ASUMIR »

Association :

découvrir
Femmes Migrantes Qualifiées

Description du projet : La mission du projet « Asumir » est de favoriser la reprise d'un emploi pour les femmes migrantes qualifiées. Pour ce faire, l'association informe les femmes sur les procédures administratives nécessaires à leur intégration professionnelle à Genève, les accompagne dans leur démarche d'insertion sur le marché du travail local et les encourage dans la mise en place de leur projet professionnel à Genève, qu'il soit axé sur la recherche d'un emploi ou le développement d'une activité indépendante.

Financement :
Septembre 2011 – Août 2013 : CHF 440'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Madame Massia Kanemann
Personne de contact : Madame Rocio Restrepo, directrice : 022 732 75 40
Site internet : www.associationdecouvrir.ch

Situation et résultats du projet :

Le projet ayant débuté en septembre 2011, il est prématuré de présenter des résultats. Signalons cependant que deux dispositifs complémentaires sont mis en œuvre pour répondre aux besoins des bénéficiaires:

1. Un service d'accompagnement (CV, reconnaissance diplômes) et d'orientation
2. Des prestations de coaching, de formation et de placement

La convention de subventionnement repose principalement sur les objectifs annuels suivants :

- 20 participantes suivent la formation *Proact-e* destinée aux femmes migrantes qualifiées
- 140 personnes sont accueillies annuellement
- 70 femmes font appel au service CV, 60 font une démarche de reconnaissance de diplôme
- 20 ex participantes sont placées en stage ou orientées vers d'autres solutions qualifiantes

Une première évaluation du projet est prévue en septembre 2012.



Projet : « Bourse à l'emploi »

Association :

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO
OSEO GENÈVE
Schweizerisches Arbeiterhilfswerk SAH
Soccorso operaio svizzero SOS

Description du projet : La Bourse à l'emploi de l'OSEO est une agence de placement à but non lucratif, gérée par des professionnels du marché du travail. Elle propose des postes à des demandeurs et des demandeuses d'emploi dans plusieurs domaines : administration, hôtellerie, manutention, construction, etc.

Financement :
Décembre 2009 – Mai 2011 : CHF 280'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Thierry Apothéloz
Personne de contact : Monsieur Hervé Jungo, responsable de projet : 022 595 45 40
Site internet : www.oseo-ge.ch

Situation et résultats du projet :

Le principal objectif recherché durant la période de soutien du Fonds chômage consistait en une augmentation d'au moins 50%, par rapport à 2009, du nombre d'heures d'emploi en entreprises, afin de multiplier les possibilités de placement pour un plus grand nombre de personnes inscrites à la Bourse à l'emploi.

Pour ce qui est du nombre d'heures d'emploi, le nombre a augmenté de près de 100% par rapport à 2009 (30'155 heures en 2009 contre 60'000 en 2011). Parmi les domaines d'activités concernés, l'augmentation du nombre d'heures a été particulièrement significative dans la manutention, le jardinage et le bâtiment.

En matière de placement fixe, 24 personnes ont trouvé un emploi, soit 4 de plus que l'objectif visé.

Ces résultats sont en partie dus aux nouvelles conventions de partenariat signées avec d'importants employeurs de la place (Fondation Ensemble, Losinger, Colas).

Dans la mesure où le volet « économie domestique » fait l'objet d'un nouveau soutien spécifique de la part du Fonds chômage (voir le projet intitulé Ecodom'Services), un nouveau soutien dans le cadre du Fonds chômage n'a pas été requis pour poursuivre l'activité de placement en entreprises.

Projet : « Ecodom' Services»

Association :

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO
OSEO GENÈVE
Schweizerisches Arbeiterhilfswerk SAH
Soccorso operaio svizzero SOS

Description du projet : Issu d'une réorganisation des activités de placement de la Bourse à l'Emploi (OSEO Genève), ce projet renforce le secteur du placement et l'aide à la recherche d'emploi dans l'économie domestique, en développant une nouvelle offre de services à la personne. En proposant des activités de ménage, grands nettoyages et d'accompagnement aux personnes âgées, ce projet favorise l'intégration sociale et professionnelle de personnes en recherche d'emploi tout en répondant à une demande sociale claire.

Financement :
Avril 2011 – Mars 2013 : CHF 253'599.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Thierry Apothéloz
Personne de contact : Monsieur Hervé Jungo, responsable de projet : 022 595 45 40
Site internet : www.oseo-ge.ch

Situation et résultats du projet :

Le projet Ecodom'Services provient d'une segmentation du programme Bourse à l'emploi, intervenue courant 2011. La raison principale de cette spécialisation dans le placement domestique répond à l'évolution de la demande des particuliers qui sont toujours davantage à la recherche d'un service de qualité et sur mesure, que ce soit dans le domaine du nettoyage mais également dans différents services aux personnes.

Ce projet trouve également sa justification dans la lutte contre le travail au gris et au noir en permettant une simplification des démarches administratives pour les employeurs particuliers, en complément au « Chèque service ».

Les principaux objectifs visés sont les suivants :

- Un taux de réinsertion de 5% dans des postes de gouvernantes de maison qualifiées
- Un taux de réinsertion de 15% dans des CDI d'autres secteurs d'activité
- La mise en place d'un service « dame de compagnie » en collaboration avec des partenaires institutionnels (HUG, autres), avec un objectif de 2000 heures d'emploi
- La mise en place d'un service « grand nettoyage » avec un objectif de 250 heures d'emploi

Une première évaluation du projet est prévue au printemps 2012.

Projet : « Café Emploi Genève »

Association :

Description du projet : Destinées aux femmes en recherche d'emploi, les « Cafés emploi » sont organisés tous les 15 jours dans un établissement public genevois. Au cours de conférences interactives, des thèmes variés (issus des techniques de la recherche d'emploi et du savoir-être), sont abordés tels que la préparation d'un entretien d'embauche, l'impact du réseau dans la recherche d'emploi ou l'importance de la communication non-verbale. La majorité des participantes sont issues de formation supérieure.

Financement :
Septembre 2011 – Juin 2012 : CHF 15'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Madame Guite Theurillat
Personne de contact : Madame Isabelle Flouck, responsable de projet : 021 601 82 40
Site internet : www.pacte.ch

Situation et résultats du projet :

Ce projet fait l'objet d'un soutien ponctuel du Fonds chômage dans le cadre d'une phase pilote de 10 mois qui s'achèvera en juin 2012. Le projet offre un espace de conseils et de rencontres axé sur le partage et le réseautage en vue de soutenir une démarche de réinsertion professionnelle.

A cet effet, 16 sessions « Café Emploi » seront organisées à Genève jusqu'en juin 2012 sur des thèmes liés à la recherche d'emploi et au monde professionnel. Ce financement permet également à l'association d'organiser un « Café Recrutement » (prévu le 24 mai 2012) en présence de plusieurs entreprises genevoises.

Il est attendu jusqu'à 40 participant-e-s par session, soit un impact sur plus de 500 personnes en recherche d'emploi.

A l'issue de la phase pilote (juillet 2012), un renouvellement de la subvention sera étudié.



Projet : « Secteur insertion professionnelle »

Association : camarada carouge insertion professionnelle

Description du projet : Le projet développé par Camarada vise à offrir aux femmes migrantes peu ou pas qualifiée des outils pratiques et théoriques pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle et leur permettre d'acquérir une certaine autonomie financière. Pour se faire, l'association a développé un programme de formation intensive incluant notamment des cours de français liés à la vie professionnelle, des cours pratiques et théoriques axés sur la profession d'employée à domicile et des informations sur le monde du travail en Suisse.

Financement :
Janvier 2010 à Décembre 2011 : CHF 292'681.-
Janvier 2012 à Décembre 2013 : CHF 480'300.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Maurice Gardiol
Personne de contact : Madame Névine Attia Macchi, responsable de projet : 022 301 52 94
Site internet : www.camarada.ch

Situation et résultats du projet :

Le financement du Fonds Chômage permet de soutenir les activités d'insertion sur trois axes :

1. Offrir l'accès au cursus « ici-formation » à toutes les femmes migrantes en recherche d'emploi, inscrites ou non au chômage.
2. Renforcer l'offre du programme d'insertion par de nouveaux cours et ateliers pratiques
3. Ouvrir un lien d'accueil « mère adolescent-e-s »

A fin décembre 2011, les principaux résultats sont les suivants :

- 73 personnes ont participé au cursus « ici-formation » et à différents cours, portant le taux d'occupation à 93,5%
- 45 stages ont été organisés en 2010 dans 25 entreprises différentes
- 28 stages ont été organisés en 2011 dans 19 entreprises (situation à fin octobre 2011)

Dans le cadre du projet, l'association a doublé sa base de données des entreprises pourvoyeuses de stages dans de nombreux secteurs d'activité (nettoyage, hôtellerie-restauration, santé, petite enfance). Elles sont aujourd'hui une centaine.

Pour les années 2012/2013, l'association vise la poursuite et l'adaptation du programme « ici-formation » de manière à accueillir en continu 13 participantes par session. L'un des objectifs majeurs est d'ouvrir la possibilité d'une reconnaissance de compétences de type AFP dans les métiers d'employé en intendance (EEI) et d'aide en soin et accompagnement (ASA).

En partenariat avec l'OSEO (programme Ecodom'Services) et le Guichet de l'Economie Domestique, Camarada va développer un cours d'introduction de 40 heures traitant des techniques de ménage et de l'entretien du linge pour les besoins immédiats des agences de placement.

Enfin, un nouvel atelier « entreprendre en équipe » va être proposé durant cette phase du projet.

Projet : « Espace Jeunes Espoir »

Association :

Description du projet : Le projet Espace Jeunes Espoir contribue à l'intégration sociale, scolaire et professionnelle des jeunes (16 à 25 ans) qui rencontrent des difficultés dans leur processus d'insertion à Genève. L'association accompagne les jeunes dans la recherche et l'élaboration d'un projet professionnel durant neuf mois. Elle leur propose une remise à niveau (français, mathématiques, bureautique), un accompagnement et un espace de médiation.

Financement :
Année scolaire 2010 – 2011 : CHF 45'000.-
Janvier 2012 – Décembre 2013 : CHF 80'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Alpha Dramé
Personne de contact : Monsieur Didier Nsasa, responsable de projet : 022 340 71 11
Site internet : www.kultura.ch

Situation à fin décembre 2011

Le financement du Fonds Chômage a permis de soutenir des cours de remise à niveau de connaissances de base (français, mathématiques et bureautique) pour réussir un examen d'entrée en apprentissage, complété par une immersion professionnelle (stages de 3 mois).

A fin décembre 2011, les principaux résultats sont les suivants :

- 10 jeunes (5 filles, 5 garçons) ont été suivis dans le cadre du programme « Espace Jeunes Espoir »
- 4 jeunes ont raccroché avec un projet professionnel : 1 apprentissage, 2 préapprentissages, 1 stage longue durée.

La particularité du programme réside dans la capacité de l'association à intégrer les dimensions socioculturelles et le dialogue avec les parents dans l'accompagnement des jeunes.

Pour 2012/2013, l'association a l'objectif de consolider son dispositif « Espace Jeunes Espoir » pour accompagner de manière individualisée une dizaine de jeunes par année.

Une évaluation est prévue en janvier 2013.

Projet : « Projet Jeunes »

Association : la barje

Description du projet : Chaque année, l'association La Barje propose à une vingtaine de jeunes en rupture de formation scolaire ou professionnelle des stages autour des métiers liés à la gestion de débits de boissons et d'évènements socioculturels. L'offre de stages se décline en plusieurs volets selon la durée des stages. Ces stages permettent aux jeunes de développer des compétences favorisant leur insertion socioprofessionnelle.

Financement :
Avril – Décembre 2011 : CHF 30'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Madame Prunella Carrard
Personne de contact : Monsieur Vincent Tournier : 022 344 83 56
Site internet : www.labarje.ch

Situation et résultats du projet :

En 2011, le Fonds chômage a soutenu le « Projet Jeunes » sur une période de 9 mois correspondant aux activités des buvettes saisonnières (Quai les Lavandières et Cité des Sciences).

Les principaux résultats sur cette période sont les suivants :

- 13 jeunes (5 filles, 8 garçons) ont pu bénéficier d'un ou plusieurs stages à la Barge
- Ces 13 jeunes ont pu faire 19 stages, soit 14 stages « découverte » de 1 semaine à 1 mois et 5 stages « pros » de 2 à 5 mois.
- Sur les 19 stages, 4 se sont arrêtés en cours de route pour des raisons extérieures au stage : problèmes personnels, familiaux et un accident.

Selon une évaluation menée à l'interne, le niveau de satisfaction des jeunes par rapport à leur stage est considéré de « bon à très bon » dans 92% des cas.

Pour les années 2012 et 2013, l'association compte poursuivre les activités développées dans le cadre de ce projet ; une demande de renouvellement est actuellement à l'étude auprès du Fonds chômage.

G, 16 ans. Stage « découverte ». Ses objectifs ? Garder une activité durant l'été, travailler sur la ponctualité, la relation aux adultes et la place dans une équipe, gagner un peu d'argent. Elle a fait une semaine en juillet puis trois semaines en août à la buvette des Sciences. Dès septembre, elle a repris une place de stagiaire longue durée au sein du GIAP (Groupement Intercommunal des Activités Parascolaires). Aujourd'hui, elle a intégré la formation « duale » que le CTP propose (2 jours de cours, 3 jours sur le lieu de travail au GIAP).

Projet : « VIA, Vers l'intégration et l'autonomie»

Association :



Description du projet : VIA est un projet d'insertion sociale et professionnelle développé par la Boîte à Boulot. Il s'adresse à des jeunes âgés de 15 à 25 ans, sans formation achevée et sans activité, et leur propose un processus permettant de renouer progressivement avec un projet de formation ou une activité professionnelle : formation scolaire ou SEMO lorsque le parcours scolaire réduit les possibilités de formation professionnelle ou stages rémunérés au sein de services de la Ville de Genève, d'associations et d'entreprises partenaires.

Financement :
Janvier 2010 – Décembre 2011 : CHF 1'012'500.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur Alexandre Balmer
Personne de contact : Madame Mathilde Captyn, Directrice a.i.: 022 321 56 76
Site internet : www.boiteaboulots.ch

Situation et résultats du projet :

En juin 2009, le Conseil municipal a voté une subvention de CHF 212'000.- en faveur de la Boîte à Boulots et d'Interface Entreprises (PR-689). Ce soutien était destiné à créer l'antenne d'insertion VIA et à en assurer le fonctionnement jusqu'à fin 2009. Dès 2010, ce projet est financé par le Fonds chômage.

Dans le cadre de la convention de subventionnement, il a été prévu que le projet soit soumis à une évaluation externe pour la période allant du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2011. A cette fin, la Haute Ecole de Travail Social (HETS) de Genève a été mandatée par le comité de l'association La Boîte à Boulots en juin 2011.

Principaux résultats ressortant de l'évaluation externe :

- 162 jeunes ont été accueillis à l'antenne VIA (novembre 2009 – octobre 2011)
- 82 jeunes ont suivi le processus VIA et 80 n'ont pas poursuivi (62 ne sont pas revenus après le délai de « 48 heures de réflexion » et 18 ne répondaient pas aux critères pour le suivi)

Stages et sortie du dispositif :

- 67 jeunes ont suivi un ou plusieurs stages (18 filles/49 garçons)
- 85% des stages ont été menés jusqu'à leur terme
- 42% des stages ont été effectués en entreprises (vente textile, construction métallique, quincaillerie, installation sanitaire, vente de cycles et deux-roues motorisés, carrosserie, garages, peinture, etc.)

- 32% dans un service de la Ville ECO, SPO, MEG, BMU, MHN, LOM, CMAI, SPF, SEVE, DIP)
- 26% dans une association (la Barge, Atelier X, ATB, I-Sud, PTR, T-Interaction, Cultures locales)
- 24 jeunes sont dans un « suivi post VIA » : 10 ont repris une formation scolaire dans le public ou le privé ou entamé un SEMO ; 11 ont commencé une formation professionnelle (9 CFC, 1 AFP, 1 stage de transition) et 3 ont trouvé un travail en entreprise

Provenance des jeunes :
Dans sa conception initiale, les TSHM du service de la jeunesse de la Ville sont les partenaires privilégiés de l'antenne VIA. 28 jeunes ont été directement dirigés par eux vers VIA. Néanmoins, au fur et à mesure, d'autres institutions ont envoyé ou accompagné des jeunes vers VIA (par ex. 23 de la Boîte à Boulots, 17 de la Barge, 10 du SPMI, 9 des Maisons de quartier de la ville, 6 des UAP, 4 de l'ATB, 2 du Trialogue, 1 de Inforjeunes, etc.). A noter que 41 jeunes sont arrivé vers VIA de provenance « autres » (bouche à oreille, etc.).

Synthèse de l'évaluation

- Le profil des jeunes touchés par VIA correspond à la définition du public visé par la PR-689 (jeunes en « rupture » ou confrontés à des parcours scolaires non linéaires).
- Dans plus de 50% des cas, ces jeunes cumulent des difficultés personnelles importantes.
- Il est constaté une large surreprésentation des garçons dans l'effectif de VIA. Ce point devra faire l'objet d'une analyse plus fine des causes afin d'apporter une réponse adaptée au « décrochage » des filles.
- Le positionnement de VIA dans la zone « bas seuil » du dispositif d'insertion genevois et dans le réseau socio-éducatif est parfaitement adapté aux jeunes très fragilisés, qui nécessitent un soutien particulier et individuel.
- Un lien fort avec les TSHM et les maisons de quartier est nécessaire pour toucher les jeunes de l'ensemble de la commune et mener à bien une action de « proximité ».

Pour les années 2012 et 2013, l'association compte poursuivre les activités développées dans le cadre de ce projet, en étendant notamment la sphère de provenance des jeunes à d'autres quartiers de la ville, où VIA est moins « connu » par les TSHM et les institutions de proximité. La création de nouvelles places de stages et le démarchage de nouvelles entreprises est également un objectif des deux prochaines années.

Une demande de renouvellement du soutien est actuellement à l'étude auprès du Fonds chômage



Projet : « Voie 2 »

Association : CARITAS Genève

Description du projet : Ce programme de réinsertion offre à des jeunes âgés de 18 à 25 ans, en rupture scolaire ou professionnelle, une formation duale du type apprentissage menant à une attestation fédérale, doublée d'un encadrement individuel spécialisé. Les apprentis bénéficient d'une formation de deux années dans le domaine de la vente ou du travail administratif. Un raccord vers la filière CFC (3 ans au total) est également envisageable.

Financement :
Septembre 2009 – Août 2011: CHF 400'000.-

Pour plus d'informations :
Président de l'association : Monsieur François Membrez
Personne de contact : Monsieur Norberto Isem Chen, responsable de projet : 022 708 04 77
Site internet : www.caritasge.ch

Situation et résultats du projet :

Le financement du Fonds Chômage a permis de créer des places de formation CFC/AFP dans le domaine de la vente et du bureau au sein de Caritas Genève ou de partenaires affiliés.

A fin décembre 2011, les principaux résultats sont les suivants :

- 30 places d'apprentissage ont été créées :
  - 23 APF et 7 CFC
  - 17 filles et 13 garçons
  - 14 vente et 16 bureau
- 64 stagiaires ont été accueillis au sein des services internes de Caritas ; la durée moyenne des stages a été d'une semaine.

L'un des objectifs initiaux de Voie 2 était de créer des liens avec des entreprises du marché privé de manière à élargir les places de formation (stage et apprentissage). La réalisation de cet objectif s'est avérée problématique en raison du manque de possibilités d'encadrement que les entreprises peuvent ou souhaitent mettre à disposition des apprenti-e-s.

Pour les années 2012 et 2013, l'association compte poursuivre les activités développées dans le cadre de ce projet ; une demande de renouvellement est actuellement à l'étude auprès du Fonds chômage.

5. RAPPORT FINANCIER FONDS CHOMAGE - EVOLUTION 2009-2010-2011

	2009 - Attribution Fonds chômage	***2'700'000***
Demandeur	*Subvention CHF*	
Caritas	400'000	
Genèveroule	236'359	
OSEO	280'000	
Partage	367'900	
Caddie Service	350'000	
Camarada	292'681	
La Boîte à Boulots (2010)	617'500	
L'Orangerie	123'000	
Montants engagés par le CA en 2009	***2'667'440***	
Solde non engagé à fin 2009	*32'560*	
	2'700'000	2'700'000

2009 - montants engagés	
2'667'440.00	Engagements CA 2009
-173'200.00	Payé aux associations en 2009
2'494'240.00	Dû aux associations à fin 2009

	2010 - Attribution Fonds chômage	***5'700'000***
Demandeur	*Subvention CHF*	
La Boîte à Boulots (2011)	634'800	
Bateau Genève	276'100	
T-Interactions	723'200	
SOS Femmes	511'946	
LO'13'TO	600'000	
Montants engagés par le CA en 2010	***2'746'046***	
Solde non engagé à fin 2010	*2'953'954*	
	5'700'000	5'700'000

2010 - montants engagés	
2'494'240.00	Solde dû fin 2009
2'746'046.00	Engagements CA 2010
-2'028'830.00	Payé aux associations en 2010
3'211'456.00	Dû aux associations à fin 2010

	2011 - Attribution Fonds chômage	***5'550'000***
Demandeur	*Subvention CHF*	
Maison Kultura	125'000	
OSEO	253'599	
Comptabilis	160'000	
Realise	264'250	
La Barje	30'000	
Genèveroule	160'530	
Découvrir	440'000	
Pacte	15'000	
Caddie Service	980'000	
Camarada	480'300	
Bienvenue!	305'000	
Montants engagés par le CA en 2011	***3'213'679***	
Solde non engagé à fin 2011	*2'336'321*	
	5'550'000	5'550'000

2011- montants engagés	
3'211'456.00	Solde dû fin 2010
3'213'679.00	Engagements CA 2011
-2'556'598.50	Payé aux associations en 2011
3'868'536.50	Dû aux associations à fin 2011

Situation au bilan - Comptes 2011 Ville de Genève

	Fonds attribués, non engagés par le CA:	
2009	*32'560.00*	
2010	*2'953'954.00*	
2011	*2'336'321.00*	***5'322'835.00***
	Solde dû aux associations au 31.12.2011:	***3'868'536.50***
	Total passif /autres fonds (235)	***9'191'371.50***